



## Conseil économique et social

Distr. générale  
2 décembre 2011  
Français  
Original : anglais

---

### Commission de la condition de la femme

#### Cinquante-sixième session

27 février-9 mars 2012

Point 3 a) de l'ordre du jour provisoire\*

**Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et à la session extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée « Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes, développement et paix pour le XXI<sup>e</sup> siècle » : réalisation des objectifs stratégiques et mesures à prendre dans les domaines critiques et nouvelles mesures et initiatives; thème prioritaire : « L'autonomisation des femmes rurales et leur rôle dans l'élimination de la pauvreté et de la faim, le développement et les défis actuels »**

### **Déclaration présentée par Pax Romana, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social**

Le Secrétaire général a reçu la déclaration qui suit, qui est distribuée conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

---

\* E/CN.6/2012/1.



## **Déclaration**

### **Introduction**

À l'heure où les États luttent contre la violence, la pauvreté et le chômage, l'éducation est reconnue comme étant une solution efficace et durable à de nombreux fléaux sociaux. Toutefois, la crise économique et financière mondiale a touché tous les gouvernements de la planète et a, surtout, démontré que les femmes constituaient un groupe particulièrement vulnérable. Plus que jamais, les gouvernements sont mis au défi de prouver leur engagement envers le développement des femmes et des filles au travers de leur soutien à l'éducation; plus que jamais, le monde a besoin d'une coordination solide pour assurer l'autonomisation des femmes et des filles et, partant, atténuer les effets de la crise économique. S'agissant de la mise en œuvre des objectifs et des engagements convenus au niveau international en matière d'éducation, Pax Romana est d'avis que les gouvernements ont la responsabilité de veiller à ce que la réalisation de ces objectifs influence véritablement les politiques nationales.

### **Politique**

Les multiples avantages de l'éducation ont été reconnus par les États Membres. Il s'agit d'un premier pas louable. Il est temps maintenant de passer du discours aux actes, notamment en ce qui concerne les femmes et les filles. Nous appelons les États Membres à accorder à l'éducation un rang de priorité plus élevé dans leurs budgets qu'actuellement. Il est injuste de créer des attentes et d'exiger de l'enseignement un niveau élevé de résultats sans fournir aux écoles les outils qui leur permettront de mener à bien leur mission. En outre, lorsque les filles ne peuvent jouir pleinement de leur droit à l'éducation, elles sont privées de la possibilité de prendre part à la résolution de nombreux problèmes sociaux.

Malheureusement, force est de constater que dans de nombreux États en proie à la violence et à la guerre, l'insécurité règne et l'atmosphère est peu propice à l'apprentissage. Les filles et les jeunes femmes sont particulièrement exposées à la violence dans les zones de conflit. Si l'on veut éviter de sacrifier des étudiants à cette culture de la violence, il est indispensable de prendre des mesures pour faire des écoles des endroits sûrs pour les enfants. Un engagement doit être pris envers ces jeunes gens, qui ne sont pas responsables de la situation dangereuse qui règne dans leur pays.

Le programme de développement des Nations Unies fait référence aux besoins des femmes et des filles dans les domaines de l'éducation, de l'emploi et bien d'autres. Il s'intéresse notamment aux écarts de rémunération entre les sexes. La vérité est que les professions à dominance féminine sont moins bien payées que les professions traditionnellement dominées par les hommes. La profession enseignante est en général considérée comme étant à dominance féminine, mais le salaire moyen d'un enseignant est loin de refléter le temps consacré aux préparations, aux activités en classe et à l'évaluation. Les salaires et les avantages des éducateurs, quant à eux, sont non seulement insuffisants, mais également constamment menacés par les restrictions budgétaires des gouvernements. Les États devraient s'engager à reconnaître les enseignants à leur juste valeur en augmentant leur salaire et en faisant preuve d'un plus grand respect pour leur travail.

Les deux tiers des enfants sans instruction de la planète sont des filles. Il est indispensable de s'attaquer à cette réalité des jeunes femmes et aux obstacles auxquels elles se heurtent avant même d'entrer dans une salle de classe, afin de garantir un véritable engagement envers l'objectif d'éducation pour tous. Où qu'elles se trouvent, les filles et les femmes doivent bénéficier d'un accès égal à l'éducation et de conditions d'apprentissage sûres.

### **Écoles**

Les écoles doivent avoir pour objectif d'accueillir et de mener à la réussite tous les étudiants, quel que soit leur sexe. Il est en outre essentiel que les écoles disposent des ressources nécessaires à la concrétisation de cette égalité éducative.

Ceux qui envisagent une carrière dans l'enseignement doivent être mieux préparés à répondre aux besoins évolutifs de la classe d'aujourd'hui. Les programmes de formation doivent comporter des cours qui permettent aux futurs enseignants de comprendre comment aider au mieux tous leurs élèves, en particulier les femmes et les filles. Si les enseignants bénéficient de cours qui leur apportent des méthodes concrètes pour assurer l'égalité des sexes au sein de leurs classes, les bénéfices à long terme pour les élèves, les classes, les écoles et la société en général seront incommensurables.

Il semble que de plus en plus de pays placent l'enseignement derrière de nombreuses autres professions sur le plan de la rémunération. Parce que les enseignants gagnent leur salaire en éduquant des élèves plutôt qu'en produisant des biens lucratifs, leur travail n'est pas récompensé d'une manière qui reflète leur valeur pour la société. Les enseignants doivent être mieux traités par leurs établissements et par les gouvernements, parce qu'ils façonnent les générations futures de femmes et d'hommes.

### **Recommandations**

En conclusion, Pax Romana formule les recommandations suivantes :

La priorité accordée à l'éducation des femmes ne doit pas être victime de la crise économique. Plutôt que de réduire les dépenses consacrées à l'éducation, le moment est idéal pour investir davantage dans l'éducation des femmes et des filles. L'éducation a été politisée par de nombreux gouvernements, et on n'a pas donné priorité aux élèves. Une vision à long terme, plutôt que la recherche de résultats immédiats, contribuera à l'élimination de la pauvreté et encouragera la réalisation de bien d'autres objectifs. Sans un financement digne de ce nom en faveur des besoins éducatifs des femmes et des filles, les cycles de la pauvreté et du chômage feront de nouvelles victimes.

Depuis les engagements pris en 2000 en faveur des objectifs du Millénaire pour le développement, le monde attend toujours des progrès tangibles dans de nombreux domaines de priorité définis par les États Membres. Si certains États ont bien atteint quelques-uns de leurs objectifs, il reste de nombreux domaines dans lesquels tout reste à faire, et il ne reste que peu de temps avant l'échéance de 2015. Nous implorons dès lors les États Membres de se concentrer sur l'éducation des femmes et des filles, sachant que ces efforts auront des retombées positives pour la réalisation de nombreux autres objectifs. Améliorer l'éducation des femmes, c'est améliorer de nombreux domaines dans lesquels des besoins ont été recensés.

Dans les endroits où la discrimination envers les femmes et les filles constitue un problème, les gouvernements doivent intensifier leurs efforts pour s'assurer qu'aucune d'entre elles ne soit privée de son droit à l'éducation. Ils doivent édicter des lois et prendre des mesures pour renforcer la législation nationale visant l'autonomisation de ces dernières sur le plan de l'éducation. Il est indispensable de promouvoir l'autonomisation des femmes et des filles pour que les bénéfices de l'éducation puissent pleinement porter leurs fruits.

Les pays devraient veiller à ce que les femmes et les filles aient voix au chapitre dans les débats nationaux, en particulier en ce qui concerne l'élaboration des politiques éducatives. Participer à ce processus permet aux femmes et aux filles de prendre leur avenir en main. En créant des conseils nationaux de jeunes au sein desquels l'équilibre filles-garçons sera respecté et qui seront indépendants des gouvernements, on pourra faire en sorte que même les groupes les plus vulnérables puissent faire entendre leur voix.

Chaque communauté est unique et a des besoins propres à sa population et à son marché. Lorsque des programmes et initiatives en faveur des écoles sont envisagés, nous demandons que leurs objectifs reflètent les besoins de tous les groupes de la population. Il est possible, grâce à des enquêtes menées auprès des entreprises locales, à des réunions de la communauté et aux données disponibles, de déterminer quel est le meilleur moyen d'aider les femmes et les filles dans chacune des localités.

Le Cadre d'action de Dakar sur l'éducation pour tous (2000) énonce ce qui suit: « Des partenariats entre pouvoirs publics, ONG, communautés et familles peuvent contribuer à améliorer la protection et l'éducation, en particulier des enfants les plus désavantagés, par le biais d'activités centrées sur l'enfant dans un cadre familial et communautaire et soutenues par des politiques nationales multisectorielles et des ressources adéquates » (voir <http://unesdoc.unesco.org/images/0012/001211/121147f.pdf>). S'attacher à la réalisation de cet objectif pourrait constituer un véritable engagement de la part des gouvernements envers l'éducation des jeunes femmes et des filles.